

## Le nationalisme

Dimitri Kitsikis

Volume 2, numéro 3, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700119ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700119ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Kitsikis, D. (1971). Le nationalisme. *Études internationales*, 2(3), 347–370.  
<https://doi.org/10.7202/700119ar>

## LE NATIONALISME

par Dimitri KITSIKIS \*

### I - POSITION GÉNÉRALE DU PROBLÈME

Innombrables sont les études qui traitent du nationalisme. Cet énorme phénomène qui depuis deux cents ans grossit sous nos yeux, malgré l'empressement de certains, après chaque crise, pour l'enterrer définitivement, réapparaît à chaque fois plus vigoureux que jamais. Telles des fourmis cernant l'Himalaya, nous décrivons inlassablement notre côté de la montagne et nos explications partielles s'enchevêtrent et s'opposent. Inutile donc d'ajouter un écrit traditionnel de plus à la littérature déjà accumulée. Pour tout dire, cette étude se veut hardie : essayer d'embrasser d'un seul coup d'œil, d'en haut, l'Himalaya.

Les détails s'estomperont au profit de la silhouette générale. Les longues définitions embarrassées seront remplacées par des définitions simples et courtes. Il est inadmissible de prétendre qu'un phénomène profondément *sent* par des centaines de millions de gens à travers le monde, ne puisse être aussi facilement *compris*.

Le nationalisme, comme tous les phénomènes, des plus insignifiants aux plus grands, s'insère dans la dynamique générale de l'évolution, celui de la contradiction. Le couple nationalisme-internationalisme s'insère dans la contradiction fondamentale et constante de deux forces : celle qui tend vers soi et celle qui tend vers l'autre. Comme tout couple contradictoire, sa solution réside, non dans l'élimination d'une force par l'autre, mais dans leur fusion, par dépassement.

Voici 2 500 ans déjà que le philosophe grec Héraclite avait découvert que la contradiction est en toute chose, en disant : « nous sommes *et* nous ne sommes pas <sup>1</sup> », l'harmonie résultant de l'union des contraires. Cette idée fut reprise au XIX<sup>e</sup> siècle par Hegel, qui affirma que « la contradiction est la source de tout mouvement et de toute vie <sup>2</sup> ». Puis vinrent Marx et Engels, qui répétèrent la mê-

---

\* Professeur agrégé au Département d'histoire, Université d'Ottawa.

<sup>1</sup> Paul FOULQUIÉ, *La dialectique*, Paris, Presses universitaires de France, 1953, p. 43.

<sup>2</sup> André CRESSON, *Hegel, sa vie, son œuvre*, Paris, Presses universitaires de France, 1949, p. 94.

me chose<sup>3</sup>. Aujourd'hui, Mao Tsé-toung, grâce au petit livre rouge, inculque au quart de l'humanité que « la loi de l'unité des contraires est la loi fondamentale de l'univers<sup>4</sup> ». Enfin, en Occident, le Père jésuite Teilhard de Chardin a exprimé le dépassement de la contradiction, par la formule, « l'union différencie<sup>5</sup> ».

Pourtant, bien des spécialistes en sciences humaines continuent encore aujourd'hui, à raisonner selon l'ancienne logique, qui veut qu'« une chose ne peut pas à la fois être et n'être pas et lorsque la pensée est amenée à affirmer successivement deux propositions qui se contredisent, l'une d'elles est évidemment erronée<sup>6</sup> ».

Le 5 juillet 1939, moins de deux mois avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, Teilhard de Chardin, dont le génie permettait de voir au-delà de l'histoire immédiate, à un moment où les autres intellectuels, horrifiés par le nazisme, condamnaient sans appel le nationalisme, écrivit un article intitulé, « Les unités humaines naturelles : essai d'une biologie et d'une morale des races », qui proclamait qu'« il faut des nations pleinement conscientes, pour une terre totale<sup>7</sup> ».

Voici l'argumentation du grand paléontologiste : de l'atome à l'homme, l'arbre de l'évolution va du simple au complexe, du tronc unique aux rameaux multiples. Il est absurde de prétendre que cette loi de l'évolution ne s'applique pas à l'homme. Les rameaux humains sont d'abord somatiques (les races), puis psychiques (les nations). Mais, alors que chez les animaux l'isolement augmente et les rameaux, à partir du tronc commun, s'éloignent continuellement les uns des autres, sans jamais plus se rejoindre, chez l'homme, le développement de la communication entre rameaux, provoque des croisements continuels et donc, enrichissement de chacun des rameaux humains. Le retard de certains peuples est dû à leur isolement. Comparez, dit-il, la Méditerranée et le Pacifique dans l'histoire.

Seulement, ce que ne comprennent pas les intellectuels qui condamnent le nationalisme, c'est que pour passer de la divergence à la convergence, il faut d'abord que sur toute la planète, toutes les nations deviennent adultes, pour le bien même de l'humanité. Nos supranationalistes sont des êtres au cœur et à l'esprit médiocres. Un vrai supranationaliste doit forcément passer par le nationalisme : « supernationalistes de nom, nous n'étions même pas encore taillés à la vraie mesure d'une patrie. Nous nous croyions humains, et nous ne soupçonnions pas... ce que signifie désirer, aimer, craindre, souffrir, par toute la surface d'un seul rameau humain... un monde d'énergies dormait encore en chacun d'eux [des peuples]. Eh bien, ce sont, j'imagine, ces puissances encore enveloppées qui, au fond de chaque unité naturelle humaine, en Europe, en Asie, partout, s'agitent et

<sup>3</sup> Roger GARAUDY, *La théorie matérialiste de la connaissance*, Paris, Presses universitaires de France, 1953, p. 75.

<sup>4</sup> *Citations du président Mao Tsé-toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1966, p. 236 (Le petit livre rouge).

<sup>5</sup> Pierre TEILHARD DE CHARDIN, *Le phénomène humain*, Paris, Éditions du Seuil, 1955, p. 291.

<sup>6</sup> Paul FOULQUIÉ, *La dialectique*, op. cit., p. 41.

<sup>7</sup> Pierre TEILHARD DE CHARDIN, *La vision du passé*, Paris, Éditions du Seuil, 1957, p. 294.

<sup>8</sup> *Ibid.*

veulent venir au jour en ce moment . . . il faut des nations pleinement conscientes, pour une terre totale <sup>8</sup> ».

Teilhard de Chardin s'élève avec véhémence contre l'impérialisme des grandes puissances qui, sous divers prétextes, empêchent le plein épanouissement des nations : « Faux et contre nature, l'idéal raciste d'une branche captant pour elle seule toute la sève de l'Arbre, et s'élevant sur la mort des autres rameaux. Pour percer jusqu'au soleil, il ne faut rien moins que la croissance combinée de la ramure entière <sup>9</sup> ». Donc pas d'*american way of life* ou de mode de vie russe pour la planète, sous prétexte de supranationalité.

C'est à la même conclusion qu'arrive Jacques Berque, en parlant du Tiers monde, en 1970 : « À ces sociétés-là, quand on propose le progrès, c'est à charge de se renoncer . . . Une civilisation industrielle ne naîtra qu'à condition d'assumer la liberté, le développement pour tous, l'exercice du divers, le sens d'un monde unitaire et plural <sup>10</sup> ».

## II - LES ÉTATS-UNIS ET L'URSS FACE AU NATIONALISME

La plupart des spécialistes qui ont écrit sur le nationalisme sont de langue anglaise, surtout américains. Or presque tous, condamnent *a priori* le nationalisme, comme une maladie ou comme un phénomène qui devrait être dépassé et déplorent sa survie. Par exemple, Karl Deutsch, dans un ouvrage classique, avant même de commencer son étude, déclare : « Les pessimistes peuvent penser que [ le nationalisme ] est inextirpable, comme faisant partie de ce qu'on suppose être l'irrationalité fondamentale des êtres humains. Les optimistes peuvent croire que cet « état d'esprit » indésirable, pourrait être extirpé par la force ou la persuasion <sup>11</sup> ».

Cette prise de position des spécialistes américains, semble influencée par le climat politique de leur pays et les intérêts de l'expansionnisme américain dans le monde. Cette influence devient manifeste dans le cas, par exemple, de George Stambuk, qui dans une étude sur le stationnement des troupes américaines en Europe, s'interroge sur le rôle de l'État souverain dans la politique mondiale, et conclut de la façon suivante : « L'élargissement de pratiques collectives au sein de l'OTAN . . . peut être la clef pour l'avenir de l'État comme institution . . . Afin de maintenir cette capacité [ de protection ], les États-membres de l'Alliance atlantique doivent mettre au rebut leurs prérogatives et leurs prétentions désuètes <sup>12</sup> ».

Il est vrai que, face à la persistance du nationalisme dans le monde qui, loin de décliner, se fortifie chaque jour davantage, l'administration Nixon a résolu de jouer dans le même sens que l'URSS, à savoir de soutenir, dans une certaine me-

<sup>9</sup> Pierre TEILHARD DE CHARDIN, *Le phénomène humain*, op. cit., p. 271.

<sup>10</sup> Jacques BERQUE, *L'Orient second*, Paris, Gallimard, 1970, p. 13.

<sup>11</sup> Karl W. DEUTSCH, *Nationalism and Social Communication. An Inquiry into the Foundations of Nationality*, Cambridge (Mass.), M.I.T., 1953, p. 2.

<sup>12</sup> George STAMBUK, *American Military Forces Abroad. Their Impact on the Western State System*, Columbus, Ohio State University Press (Mershon Center for Education in National Security), 1963, pp. 180-181.

sure, le nationalisme neutraliste<sup>13</sup> : les deux forces menaçant les États-Unis étant le communisme et le nationalisme, il s'agit pour eux, quand il n'y a pas de troisième issue, de soutenir la force qui semble la moins dangereuse, à savoir le nationalisme. D'ailleurs Richard Nixon a constamment montré qu'il comprenait le nationalisme, en ne cessant, depuis 1958, d'exprimer sa sympathie pour le général de Gaulle<sup>14</sup>.

La position idéologique de l'URSS, et donc de ses intellectuels, avait été exprimée depuis longtemps par Lénine, quand ce dernier écrivait en 1914 : « Dans tout nationalisme bourgeois d'une nation opprimée, il existe un contenu démocratique général contre l'oppression, et c'est ce contenu que nous appuyons sans restriction, tout en mettant à part, rigoureusement, la tendance à l'exclusivisme national<sup>15</sup> ». Autrement dit, tout en n'approuvant pas l'idéologie nationaliste, il faut la soutenir là où elle peut servir les desseins de l'internationalisme communiste. Staline, en janvier 1918, fit adopter par le III<sup>e</sup> congrès des Soviets, le point de vue suivant : il fallait, dit-il, « interpréter le principe d'autodétermination, comme un droit à l'autodétermination, non de la bourgeoisie, mais des masses travailleuses d'une nation donnée<sup>16</sup> ». Bien entendu, l'internationalisme américain ou soviétique, n'ont pas empêché ces deux grandes puissances, de développer le nationalisme chez eux.

Charles-André Julien, professeur à la Sorbonne, avait bien montré que pour une puissance expansionniste, il y avait deux poids et deux mesures : nationaliste chez elle si nécessaire, internationaliste au dehors. Écrivant au début de 1958, avant le retour du général de Gaulle au pouvoir, au sujet de la guerre coloniale en Algérie, il disait : « Le problème principal qui divise l'opinion [française] en face de la situation algérienne est celui du nationalisme. La majeure partie des hommes politiques français, si démocrates soient-ils, tiennent pour une aberration le fait que des Algériens puissent aspirer à édifier une nation nouvelle, alors que les nécessités du monde moderne incitent les nations déjà constituées à briser les cadres étroits imposés par l'histoire, pour s'intégrer dans des organismes fondés sur de larges assises et contrôlés par des instances supranationales. Les adversaires des nationalistes algériens, ne les considèrent pas comme des politiques audacieux mais comme des réactionnaires... [Pourtant] le nationalisme des grandes nations n'en reste pas moins vivace, et ceux qui le contestent aux Algériens, sentent se hérissier leur poil dès qu'il est question d'empiètement d'une autre nation et d'ingérence de l'ONU dans leurs affaires nationales<sup>17</sup> ».

<sup>13</sup> Pendant sa visite en Yougoslavie, à la fin de septembre 1970, le président Nixon déclara : « La grande question aujourd'hui, n'est pas si une nation est ou n'est pas alignée, mais si elle respecte le droit des autres nations à suivre leur propre voie, et la Yougoslavie, par son exemple, a donné courage à celles qui voudraient choisir leur propre voie » (*The Globe and Mail*, Toronto, October 1, 1970).

<sup>14</sup> Dimitri KITSIKIS, « L'attitude des États-Unis à l'égard de la France, de 1958 à 1960 » *Revue française de Science politique* (Paris), août 1966, p. 699.

<sup>15</sup> V. I. LÉNINE, *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, Paris, Éditions sociales, 1952, p. 54.

<sup>16</sup> Piotr S. WANDYCZ, *Soviet-Polish Relations, 1917-1921*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1969, p. 45.

<sup>17</sup> Jean DRESCH, Ch.-A. JULIEN, Henri MARROU, Alfred SAUVY, Pierre STIBBE, *La question algérienne*, Paris, Éditions de Minuit, 1958, pp. 31-32.

### III – LA NATION

La nation est une réalité objective, c'est-à-dire qu'elle existe en dehors de la conscience qu'on en a. Les nationalistes n'ont pas plus inventé les nations que Marx n'a inventé les classes sociales. Ce fait a pourtant été obscurci, par la querelle politique entre Français et Allemands. Les Français soutenaient que la nation était un fait de conscience, autrement dit une réalité subjective : ainsi peu importait si les Alsaciens ne parlaient pas français mais un dialecte allemand. Ce qui comptait c'était ce que les Alsaciens voulaient être. S'ils voulaient être français, alors ils appartenaient à la nation française. Cette conception datait de la « Fête de la Fédération » du 14 juillet 1790 à Paris, lorsque les fédérations, c'est-à-dire les délégations de toutes les régions de France, choisirent d'appartenir à la nation française.

Cette conception française, en apparence fort démocratique, de la nation, contenait, en fait, un danger pour la liberté des peuples. L'oppression des minorités dans le monde, en fut la conséquence. En effet, les autres États-nations qui voulurent se constituer, ne manquèrent pas de remarquer que cette formule avait permis de fondre les peuples de l'Ancien Régime, en une France une et indivisible, grâce à un pouvoir centralisé, fondé sur la « volonté » populaire. En 1793, une assemblée belge réclamait l'annexion de la Belgique par la France et une « Convention rhénane » votait l'annexion à la France de la Rhénanie.

Avec les moyens de propagande actuels et le truquage électoral au besoin, on pourrait fort bien imaginer qu'une Espagne occupée, voterait dans l'enthousiasme en faveur de son incorporation à la nation française. Souvenons-nous de l'Algérie, après les événements du 13 mai 1958. Alain de Sérigny, membre du Comité de Salut public constitué à Alger, comité qui prétendait être dans l'esprit de celui de Robespierre, de 1793, écrivait : « La journée du 13 mai... avait été la journée de la protestation et de la révolte. Protestation d'un peuple qui entendait rester français... Le « miracle algérien... » qui devait sceller la réconciliation fraternelle des communautés européenne et musulmane et stupéfier les observateurs étrangers, se produisit trois jours plus tard, le 16 mai. Alors que le soleil irisait le minaret de la mosquée et la statue du duc d'Orléans, ce fut le plus grandiose des rassemblements... une chose est certaine : c'est à partir du 16 mai qu'on put sereinement affirmer que l'Algérie était peuplée de dix millions de Français<sup>18</sup> ».

La conception française permet d'escamoter la question, en y répondant par la voie des urnes. En effet, si la nation est bien une réalité, il n'a pas été possible jusqu'à présent de la définir avec précision. Le vote est donc l'épée qui tranche le nœud gordien. C'est comme si on demandait à des gens de voter pour décider à quelle classe sociale ils appartiennent.

Un scientifique est donc bien obligé de se rapprocher de la conception allemande de la nation (qui en fait une réalité objective), pour se retrouver sur un terrain solide, s'il ne veut pas être entraîné à voir dans la nation, autre chose qu'un mythe, à savoir une chose qui n'existe que dans l'esprit des gens.

<sup>18</sup> Alain de SÉRIGNY, *La révolution du 13 mai*, Paris, Plon, 1958, pp. 91-97.

La nation est un rameau humain, non plus somatique (la race), mais psychique. Étant donné que sur l'arbre de l'évolution, il est l'un des derniers venus et qu'il a poussé après le rameau somatique de la race, il contient en lui, outre son apport spécifique nouveau, tout ce qui l'a précédé et donc, y compris le *soma*, mot qui ne signifie pas, ici, race pure, mais mélange enrichissant de races. Il contient aussi le milieu physique, l'espace qui l'a vu naître et s'épanouir, le désert, la montagne, la plaine, la mer, la neige.

Le Turc, venu de Mongolie, s'est installé sur la terre d'Anatolie qu'il a fait sienne, partie de sa chair. Et pourtant, bien qu'un millénaire se soit écoulé depuis qu'il est devenu anatolien, voilà qu'à la suite d'une prise de conscience de son passé, au XX<sup>e</sup> siècle, il se tourne avec mélancolie, vers ces steppes de l'Asie centrale qu'il avait parcouru en nomade pendant des milliers d'années et dans lesquelles il y a laissé des gens qui parlent toujours le turc. Le Juif, peuple sans terre, refusa de s'installer en Uganda, en 1903. Il voulait revenir, à des milliers d'années en arrière, dans la terre de ses ancêtres.

Nous voyons ainsi que le psychisme d'une nation ressemble étrangement au psychisme d'un individu à la recherche de son enfance. Il était donc normal que Sigmund Freud se soit intéressé au problème. Voici ce qu'il en dit : « Dans la vie psychique de l'individu, ce ne sont pas seulement les événements vécus, mais aussi ce qu'il apporte en naissant qui agissent, certains éléments de provenance phylogénétique, un héritage archaïque<sup>19</sup> ». Et il poursuit : « L'hérédité archaïque de l'homme ne comporte pas que des prédispositions, mais aussi des contenus idéatifs, des traces mnésiques qu'ont laissées les expériences faites par les générations antérieures... Quand nous parlons de la persistance, chez un peuple, d'une tradition ancienne, de la formation d'un caractère national, c'est à une tradition héréditaire et non à une tradition oralement transmise que nous pensons... En admettant que de semblables traces mnésiques subsistent dans notre hérédité archaïque, nous franchissons l'abîme qui sépare la psychologie individuelle de la psychologie collective et nous pouvons traiter les peuples de la même manière que l'individu<sup>20</sup> ». Cet héritage archaïque, Freud le rapproche de l'instinct, transmis chez l'animal héréditairement.

La nation est donc un être vivant, qui passe par tous les stades de la vie, du fœtus à la mort. Pendant une longue période, qui correspond au temps de formation de la nation, celle-ci n'a pas conscience d'elle-même. La nation a atteint l'âge mûr (par exemple, l'Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle), quand les gens qui la composent prennent pleinement conscience de son existence.

Voilà pourquoi, dans une autre étude, nous écrivions que le nationalisme résulte de l'émergence, au niveau de la conscience d'un peuple, des strates successives de son expérience historique, qui s'étaient accumulées dans son inconscient depuis des siècles et qu'en conséquence le nationalisme constituait une manifestation de l'âge adulte d'un peuple, une manifestation nécessaire de libération psychique. Nous faisons remarquer qu'un peuple pouvait certes, aller au-delà du nationalisme, mais que pour sa « santé mentale » et donc pour sa survie, il devait

<sup>19</sup> Sigmund FREUD, *Moïse et le monothéisme*, Paris, Gallimard, 1948, p. 145.

<sup>20</sup> *Ibid.*, pp. 148-149.

nécessairement passer par le nationalisme, c'est-à-dire par l'affirmation consciente de lui-même. Ainsi l'historien devenait l'accoucheur psychique des peuples, leur psychanalyste <sup>21</sup>.

#### IV — ÉLÉMENTS DE DIFFÉRENCIATION D'UNE NATION. LA LANGUE, FACTEUR CAPITAL.

Les composantes principales de l'âme collective d'une nation sont — outre l'héritage archaïque (ou tradition héréditaire) dont parle Freud — la religion, le mode de vie, la langue. Autrefois, la religion était l'élément de différenciation essentielle. De plus, chaque religion établissait un mode de vie différent pour sa communauté qui, avec le compartimentage de l'époque, aidait encore plus à distinguer les communautés, les unes des autres. La langue ne venait qu'en troisième position dans l'établissement de cette différenciation.

Aujourd'hui, la religion ayant reculé, les communications ayant rapproché les communautés, un mode de vie commun sur de vastes espaces de la planète a tendance à s'établir. La langue devient donc, de plus en plus, l'élément de différenciation essentielle entre nations. On ne se raccroche à la religion pour se différencier, comme dans le cas de l'Irlande, que lorsque la nation conquérante a réussi à faire disparaître presque entièrement, la langue du peuple conquis. L'importance de la langue a été bien comprise par le peuple juif, qui a réussi à faire revivre l'hébreu, comme langue parlée d'Israël. Ce dernier exemple montre que si la langue, aujourd'hui, tend à devenir le pilier central de l'identité nationale, c'est grâce aussi au progrès de l'instruction et des moyens d'information de masse.

L'ethnocide <sup>22</sup> est l'assassinat culturel d'une nation au moyen de son assimilation par une autre. Comme la religion et le mode de vie ne sont plus des barrières suffisantes contre l'assimilation, la préservation de la langue devient le principal souci de la nation menacée. Dans ce contexte, la tendance des grandes puissances à vouloir faire adopter leur langue nationale comme langue internationale, est aujourd'hui, un acte hégémonique bien plus dangereux, que les efforts similaires dans le passé.

On connaît, bien entendu, l'argument spécieux, pour justifier un tel impérialisme linguistique : que cela nous plaise ou non, l'anglais est aujourd'hui la langue la plus répandue dans le monde. Donc, utilisons-la comme langue internationale, comme langue scientifique, puisque de toute façon, notre « village planétaire » a besoin d'une langue internationale. Autrement dit, donnons une prime aux Anglo-Saxons qui ont réussi à l'emporter sur les autres. Mario Pei, dans un chapitre intitulé, « Universalité, au moyen de l'impérialisme linguistique <sup>23</sup> », raille fort justement cette attitude.

<sup>21</sup> Dimitri KRYSIKIS, « L'histoire et les relations internationales », *Informations universitaires en relations internationales et études étrangères*, Québec, printemps 1971, p. 27.

<sup>22</sup> Ce terme est utilisé par Robert JAULIN, dans son livre remarquable, *La paix blanche. Introduction à l'ethnocide*, Paris, Seuil, 1970, 428p.

<sup>23</sup> Mario PEI, *The Story of Language*, London, George Allen and Unwin, 1952, pp. 447-455.

Il va de soi que l'adoption comme moyen de communication universelle, d'une langue déjà parlée par un ou plusieurs pays, ne pourra qu'avantager ces pays, qui tendront à assimiler tous les autres. Il suffit de rappeler que le même problème s'était posé en Occident, aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, à un moment où la France, profitant de sa puissance, avait réussi à faire accepter le français comme langue internationale, et que ce sont justement les Anglais qui, fort justement, refusèrent d'accepter le fait accompli et développèrent ainsi, les premiers, le nationalisme en Europe. « Il y a un nationalisme anglais — écrit J.-B. Duroselle — le plus ancien de tous peut-être. L'Angleterre est la première à refuser l'Europe française. Au monopole du français, non seulement elle se dérobe, mais, forte de sa richesse, de sa culture, de sa cohésion, elle a l'audace de proclamer la supériorité de l'anglais<sup>24</sup> ».

Jean-Jacques Rousseau, dans ses *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, s'oppose lui aussi à la francisation de l'Europe et conseille à la Pologne, en nationaliste conséquent, non seulement de conserver, mais de rétablir au besoin, ses anciens usages.

Pourtant, il est évident qu'une langue internationale est nécessaire et là encore il ne s'agit pas d'un problème particulier à notre siècle. D'Alembert avait écrit au XVIII<sup>e</sup> siècle : « Notre langue s'étant répandue par toute l'Europe, nous avons cru qu'il était temps de la substituer à la langue latine qui, depuis la renaissance des lettres, était celle de nos savants . . . Cependant il résulte de là un inconvénient que nous aurions dû prévoir. Les savants des autres nations, à qui nous avons donné l'exemple, ont cru avec raison qu'ils écrivaient encore mieux dans leur langue que dans la nôtre . . . Ainsi, avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un philosophe qui voudra s'instruire à fond des découvertes de ses prédécesseurs, sera contraint de charger sa mémoire de sept à huit langues différentes ; et après avoir consumé à les apprendre le temps le plus précieux de sa vie, il mourra avant de commencer à s'instruire<sup>25</sup> ».

La solution pourtant existe : il suffit que l'ONU choisisse une langue neutre, par exemple, l'espéranto, et que chaque pays accepte de l'enseigner, non pas aux adultes, mais uniquement aux enfants qui entrent au jardin d'enfants ou à l'école primaire, non pas comme une langue étrangère « apprise », mais par des moyens naturels, comme la langue maternelle et sur un pied d'égalité absolue avec cette dernière. Au bout de dix ans, une nouvelle génération peuplera le monde qui, outre sa langue maternelle, connaîtra une langue mondiale neutre qu'elle pourra utiliser dans toutes ses communications, orales ou écrites, avec l'étranger. Ainsi, d'une part, les nations cesseraient d'être menacées d'assimilation par l'impérialisme linguistique et, d'autre part, la voie serait ouverte pour la formation, à longue échéance, d'une république universelle égalitaire à langue unique.

Cette proposition, qui avait été présentée par Mario Pei dès 1952, dans son livre sur l'histoire du langage<sup>26</sup>, n'a pas eu de suite. Pourtant, une campagne mondiale en faveur de l'espéranto ou d'une quelconque langue neutre, aurait été une

<sup>24</sup> J.-B. DUROSELLE, *L'idée d'Europe dans l'Histoire*, Paris, Denoël, 1965, p. 128.

<sup>25</sup> Jean d'ALEMBERT, *Discours préliminaire de l'Encyclopédie*, cité par J.-B. Duroselle, dans *L'idée d'Europe dans l'Histoire*, op. cit., p. 119.

<sup>26</sup> Mario PEI, *The Story of Language*, op. cit., p. 459.

excellente occasion pour l'ONU de montrer qu'elle est bien au service de toutes les nations et d'éviter à son secrétaire général, la choquante habitude qu'il a de ne s'exprimer qu'en anglais. Une telle campagne permettrait, en outre, de prendre au sérieux U Thant, quand celui-ci proposait le 10 juillet 1970, la création d'une université internationale. En effet, en quelle langue enseignerait-on dans cette université de l'ONU ?

## V - NATION ET RÉGION DE CIVILISATION

Chaque nation possède son identité propre qui la distingue de toutes les autres. Mais, d'autre part, cette nation rejoint dans un moule commun, d'autres nations qui font partie de la même région de civilisation. Par exemple, depuis des milliers d'années, le monde groupé autour de la Méditerranée orientale a vécu dans une même entité de civilisation. Pour ses habitants, ce monde se suffisait à lui-même, était un univers, une œcumène. L'Empire ottoman, recueillant l'héritage de l'Empire byzantin, a été, à son tour, l'expression politique de cette œcumène. En 1908, dans une dernière tentative pour sauver l'Empire qui se désagrégeait sous les coups de la lutte séparatiste des nations en formation qui la composaient, les Jeunes Turcs, après s'être emparés du pouvoir, appelèrent abusivement l'œcumène ottomane, « nation » ottomane, dont ils déclarèrent vouloir défendre l'intégrité. En réalité la nation ottomane était un mythe et dix ans plus tard, elle s'écroula.

Cette confusion entre nation et région de civilisation est faite encore de nos jours, ce qui prouve d'ailleurs que l'opinion mondiale considère comme naturelle le couple État-nation. Ainsi certains États multinationaux s'acharnent à vouloir se présenter comme une nation et, pour les besoins de la cause, à rétrograder les nations qui la composent au rang d'ethnies.

Deux ou plusieurs nations distinctes, parlant la même langue, peuvent exister de nos jours (bien que, peut-être pas, pour très longtemps encore), soit à cause d'habitudes prises dans le passé, à une époque où les communications insuffisantes compartimentaient les modes de vie et les consciences, soit à cause de la persistance, pour des raisons particulières, des éléments de différenciation non linguistiques (héritage archaïque, religion, mode de vie). Ainsi les nations croate et serbe parlent la même langue, mais elles sont situées de part et d'autre de la très vieille frontière de civilisation qui sépare toujours l'Europe occidentale de l'Europe orientale. Fernand Braudel fait remarquer à ce sujet que « la cicatrice la plus étonnante des pays méditerranéens c'est, entre Orient et Occident... cette immuable barrière qui se glisse entre Zagreb et Belgrade... Tout le bloc dinarique a été latinisé... En Croatie, aujourd'hui encore... se perpétue un art de vivre qui reste à la mode d'Italie. D'une très ancienne Italie, sans doute <sup>27</sup> ».

Mais si une langue commune à plusieurs nations n'est pas encore parvenue à les fondre en une seule, malgré le fort ciment dont elle est constituée, l'existence

<sup>27</sup> Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, A. Colin, 2<sup>e</sup> édition, 1966, vol. II, pp. 107-108.

dans un pays de deux ou de plusieurs langues, également vivantes, sans qu'aucune d'elles n'ait assimilé les autres, est une barrière infranchissable à la formation d'une nation. Le cas de la « nation » suisse n'est pas convaincant. L'État suisse est une communauté d'intérêts, où une portion des nations allemande, italienne et française, accepte l'association non par sentiment mais par intérêt (pas de guerre, libertés politiques, niveau de vie élevé, réussite économique). Le jour où ces avantages disparaîtront, la Suisse se désagrègera et les trois morceaux iront rejoindre leurs nations respectives.

Max Petitpierre, l'ancien conseiller fédéral suisse, chargé du Département politique, a fort bien exprimé les véritables raisons de cette association. Il écrit que la neutralité est nécessaire pour la Suisse, afin d'empêcher que les « éléments disparates dont est composée la Confédération . . . ne soient attirés de l'extérieur vers les entités avec lesquelles ils formaient une communauté de langue, de culture ou de religion <sup>28</sup> ».

Comme certains États multinationaux, dans l'espoir d'éviter leur dislocation, refusent de reconnaître qu'ils sont composés de plusieurs nations, mais seulement d'ethnies, et proclament que tous leurs citoyens ne forment qu'une seule et même nation, certains spécialistes jouent le jeu, appellent les soi-disant « ethnies » (c'est-à-dire, en fait, les nations de ces États), des nationalités et dénomment « nation », le résultat des efforts d'intégration menés par les dirigeants de l'État multinational. Ainsi Peter Sugar écrit : la nation est un concept qui « prête une attention relativement limitée à la nationalité — il peut même être hostile à la nationalité — mais traite toutes les personnes qui vivent à l'intérieur de l'État, comme une unité, une nation . . . Dans la plupart des cas, la création des nations a marché, main dans la main, avec une attaque contre les nationalités et produit la spaniardisation, la francisation, la germanisation, la russification, la magyarisation, la polonisation et ainsi de suite <sup>29</sup> ».

Il est malheureux que certains spécialistes semblent prendre un malin plaisir à brouiller les cartes, en nous replongeant dans les débats terminologiques du XIX<sup>e</sup> siècle. Les sciences humaines auraient-elles pour objet d'animer des discussions terminologiques stériles qui camouflent les réalités et, finalement, les nient, à la grande satisfaction de ceux qui ont intérêt à les nier ? (puisqu'il est admis que seule une nation et non une sous-division de la nation est normalement justifiée de vouloir se constituer en État indépendant).

## VI – NATIONALISME

Le nationalisme est une idéologie qui donne la primauté à une réalité objective appelée nation. Comme il ne peut exister de nationalisme sans nation, appeler nationalisme l'entreprise des Jeunes Turcs qui croyaient à l'ottomanisme, c'est

<sup>28</sup> Max PETITPIERRE, « La neutralité de la Suisse est-elle encore justifiée ? », dans *La Suisse face à l'avenir. Interrogations d'un petit pays*, Berne, Nouvelle Société helvétique, 1963, p. 51.

<sup>29</sup> Peter F. SUGAR, IVO J. LEDERER (eds.), *Nationalism in Eastern Europe*, Seattle and London, University of Washington Press, 1969, p. 6.

supposer que l'Empire ottoman était une nation, ce qui n'était pas le cas. Les Jeunes Turcs donnaient la primauté à la défense de la région de civilisation ottomane, de l'œcumène ottomane. On pourrait donc appeler plus correctement leur idéologie, œcuménisme ottoman. De même, c'est un abus de langage de parler de nationalisme canadien tout court, s'il n'existe pas de nation canadienne, si l'espace canadien est composé de plus d'une nation. Il resterait, dans ce cas, à savoir s'il existe ou non un canadianisme, qui correspondrait à une région de civilisation, sous-division de la région de civilisation de l'Amérique du Nord.

Nous disons bien que le nationalisme est une idéologie et non point simplement un « état d'esprit », ou un « sentiment », comme l'a dit Hans Kohn<sup>30</sup>, expressions qui ont été reprises depuis. En effet, il ne faut pas le confondre avec le patriotisme, qui lui est effectivement, sentiment, amour du pays que l'on considère sien, mais ne va pas au-delà.

Comme pour nationalité et nation, il existe encore des intellectuels qui s'en tiennent, pour ce qui est de l'idéologie, aux définitions du XIX<sup>e</sup> siècle, ou bien alors présentent de longues définitions compliquées, qui traduisent l'angoisse de ne rien oublier. Pourtant, une définition n'a de valeur que si elle est courte et parfaitement claire. Le reste doit en découler sans l'encombrer.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, idéologie signifiait d'abord, « science qui a pour objet l'étude des idées<sup>31</sup> », puis, au sens marxiste, « pensée détachée du réel<sup>32</sup> ». C'est en s'inspirant de ce dernier sens que Karl Jaspers donne la définition péjorative suivante de l'idéologie : « Une idéologie est un complexe d'idées ou de représentations, qui passe aux yeux du sujet pour une interprétation du monde ou de sa propre situation, qui lui représente la vérité absolue, mais sous la forme d'une illusion par quoi il se justifie, se dissimule, se dérobe d'une façon ou d'une autre, mais pour son avantage immédiat. Voir qu'une pensée est idéologique équivaut à dévoiler l'erreur, à démasquer le mal. La désigner comme idéologie, c'est lui reprocher d'être mensongère et malhonnête<sup>33</sup> ».

D'abord, il ne faut pas confondre doctrine, idéologie et philosophie. Une idéologie n'est pas une interprétation globale du monde, une *Weltanschauung*, autrement dit une philosophie : c'est plus limité que cela. Une idéologie n'est pas non plus une doctrine, c'est-à-dire un enseignement, un corps structuré et détaillé de préceptes.

Le milieu social fait naître dans des cerveaux isolés, le besoin de donner à une réalité une importance primordiale. Si cet individu acquiert un public, qui accepte son point de vue et veut agir pour le faire triompher, une idéologie est née. Donc, pour qu'il y ait idéologie, il faut : a) une réalité ; b) vouloir donner à cette réalité la primauté sur les autres réalités ; c) réussir à faire admettre à un grand nombre de zéloteurs, la nécessité de votre choix.

<sup>30</sup> Hans KOHN, *Nationalism : its Meaning and History*, New York, Van Nostrand Reinhold Co., 1965, p. 9.

<sup>31</sup> André LALANDE, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, Presses universitaires de France, 6<sup>e</sup> édition, 1951, p. 458.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 459.

<sup>33</sup> Karl JASPERS, *Origine et sens de l'Histoire*, traduit de l'allemand, Paris, Plon, 1954, pp. 163-164.

Une pensée, comme le marxisme, par exemple, peut être à la fois philosophie (explication globale du monde), idéologie (détachant l'idée centrale de cette pensée) et doctrine (le manuel de préceptes, en vue de l'action).

Toute idéologie est fondée sur une réalité. Par exemple, l'idéologie de l'hitlérisme, le nationalisme chauvin, était fondée sur la réalité de la nation allemande. L'internationalisme est une idéologie qui donne la primauté au fait que les hommes de même espèce, à travers le monde, se comprennent mieux que les hommes d'espèce différente à l'intérieur d'une même nation. Autrement dit, l'internationalisme est une idéologie qui donne la primauté à la classe sociale ou, plus généralement, au groupe social. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, on appelait l'internationalisme, cosmopolitisme. Malgré son appellation (*cosmopolitis* signifie en grec, citoyen du monde), le cosmopolite n'était pas, en fait, un citoyen du monde, c'est-à-dire un universaliste (l'universalisme est une idéologie qui donne la primauté à l'identité fondamentale des hommes sur toute la planète). En voici un exemple : Voltaire au XVIII<sup>e</sup> siècle, se veut citoyen du monde ; et que dit-il pour soutenir son cosmopolitisme : les Européens « se font la guerre entre eux, mais ils conservent dans ces dissensions tant de bienséance . . . que souvent un Français, un Anglais, un Allemand qui se rencontrent, paraissent être nés dans la même ville<sup>34</sup> ». Donc les Européens se ressemblent parce qu'ils ont de la « bienséance ». Évidemment, il ne pense pas aux paysans d'Europe, crasseux et sans manières. Voltaire se sent frère uniquement avec les gens de la haute société qu'il fréquente dans les salons. Il a donc bien un internationalisme de classe (un internationalisme bourgeois), qu'il le sache ou non.

## VII – VIGUEUR RESPECTIVE DU NATIONALISME ET DE L'INTERNATIONALISME

On a prétendu que le nationalisme était « moins moderne » que l'internationalisme et qu'en conséquence, il a été dépassé par ce dernier. En fait, ces deux idéologies se sont développées, non point successivement, mais simultanément et se sont confondues dans la Révolution française de 1789. Si l'on veut voir une succession et non une simultanéité dans le développement de ces deux idéologies, alors il faudrait dire que c'est le contraire qui est vrai : à savoir que l'internationalisme est un phénomène plus « archaïque » et le nationalisme un phénomène plus moderne, puisque la solidarité entre gens d'un même groupe social est plus ancienne que la solidarité entre les princes et les paysans d'une même nation. C'est avec la réduction de l'écart entre groupes sociaux, que le nationalisme a les meilleures chances de se développer et d'échapper ainsi à son utilisation exclusive par une seule classe de la nation.

Le capitaine Nikiforos, l'un des guérilleros communistes les plus connus de la résistance grecque contre les Allemands, pendant la Seconde Guerre mondiale, et resté communiste à ce jour, vient de publier un livre sur son expérience de patriote et de révolutionnaire internationaliste. Il y fait la remarque suivante : « Si

<sup>34</sup> VOLTAIRE, *Discours préliminaire sur le poème de Fontenoy*, 1745. Cité par J.-B. Duroselle dans *L'idée d'Europe dans l'Histoire*, op. cit., p. 120.

l'on veut se rendre compte à quel point il est faux de croire qu'il n'existe pas de divisions plus profondes que la division entre classes... essayons de nous poser la question, quelle devrait être notre attitude... dans les deux cas suivants. Premier cas : que devons-nous faire si la situation internationale nous oblige à choisir entre la disparition de la Grèce et le triomphe mondial du capitalisme. Deuxième cas : que devons-nous faire si le choix nous est imposé entre la disparition de la Grèce et le triomphe mondial du communisme<sup>35</sup> ». Sa réponse est que la nation doit toujours primer sur la classe. D'ailleurs, dans le monde entier, la vigueur sans précédent du nationalisme, montre que l'idée de nation est aujourd'hui plus forte que l'idée de classe.

Arghiri Emmanuel, dans son ouvrage *L'échange inégal*<sup>36</sup>, a voulu montrer que le prolétariat des nations riches, ne se sent pas solidaire de ses frères de classe, dans les nations pauvres, parce qu'en fait, il touche sa part de l'exploitation du Tiers Monde, grâce à l'énorme différence de salaire entre les ouvriers des pays riches et les ouvriers des pays pauvres. Cette exploitation, explique-t-il, a produit tout autant des sursalaires que des surprofits. Il en conclut que « l'antagonisme entre nations riches [ ou « nations bourgeoises » ] et pauvres [ ou « nations prolétaires » ] est en passe de l'emporter sur celui des classes<sup>37</sup> ».

C'est à cette même conclusion qu'arrive le président du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, lorsqu'il déclare qu'il faut bien se rendre compte « que les plus grandes inégalités ne se trouvent plus entre les classes sociales, à l'intérieur d'une même nation, mais entre les nations à l'échelle du monde<sup>38</sup> ».

L'insistance de Mao Tsé-toung à vouloir répéter, au lieu du traditionnel slogan marxiste, « prolétaires de tous les pays, unissez-vous », celui de « peuples du monde, unissez-vous, pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais », indique bien qu'il a fort bien compris l'évolution qui s'est produite depuis un siècle. S'il arrive à la Chine, occasionnellement, de rappeler le slogan de Lénine, « prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous<sup>39</sup> », le terme de « prolétaire » occidental, désigne en fait, pour les Chinois, tous les citoyens des pays riches qui s'opposent à la politique expansionniste de leur gouvernement et qui sont bien plus souvent des intellectuels que des prolétaires.

## VIII – LES DEUX FORMES DU NATIONALISME : CHAUVIN ET ÉGALITAIRE

L'opinion publique ne discerne pas souvent la différence entre nationalisme et internationalisme. Un individu peut très bien se sentir, à la fois, nationaliste et

<sup>35</sup> *Eleutheros Kosmos* (Athènes), 23 mai 1971, p. 6.

<sup>36</sup> Arghiri EMMANUEL, *L'échange inégal. Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, Paris, Maspéro, 1969, 368p.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 208.

<sup>38</sup> *Le Monde* (Paris), 31 janvier 1968, p. 6.

<sup>39</sup> *Les Cahiers de la Chine nouvelle*, Bulletin hebdomadaire des nouvelles transmises par l'Agence Hsinhua, N° 220, 7 mai 1971, p. 1 (ronéographié).

internationaliste, sans pour autant se considérer en contradiction avec lui-même. La raison de ce phénomène est double :

a) Un individu appartient, à la fois, à une communauté nationale et à un groupe social. En tant que membre d'une nation, il se sent nationaliste, en tant que membre d'une classe ou d'un groupe social, il se sent internationaliste.

b) Le but ultime du nationalisme égalitaire est la république universelle, qui est également l'objectif dernier de l'internationalisme. Le nationalisme égalitaire, qui proclame la fraternité de nations adultes et égales, peut très bien être appelé internationalisme des peuples. C'est pourquoi, on constate cette incertitude de vocabulaire, même chez des spécialistes.

Ainsi, Duroselle, d'une part, écrit que le président Wilson en 1919, veut « une Europe des nationalités, où les frontières seraient déterminées selon le vœu des populations et où les États, petits et grands, seraient en droit rigoureusement égaux <sup>40</sup> ». Par conséquent, Duroselle présente ici Wilson comme un nationaliste égalitaire ; mais, d'autre part, il intitule un chapitre d'un autre de ses livres : « La défaite de l'internationalisme wilsonien <sup>41</sup> ».

Comme il s'agit de définir les hommes d'après leur idéologie principale, il faut faire remarquer que Woodrow Wilson n'était avant tout ni un nationaliste, ni un internationaliste, mais un pacifiste, c'est-à-dire qu'il était en faveur de l'idéologie qui donne la primauté au maintien de la paix. Il faisait de l'établissement de la paix perpétuelle, au moyen d'une organisation internationale entre États, son combat essentiel.

Le nationalisme se présente sous deux formes : a) le nationalisme chauvin ; b) le nationalisme égalitaire.

Le nationalisme chauvin considère que la nation, dont on fait partie, est supérieure aux autres nations du globe. Il se rencontre avec la xénophobie et le racisme. L'exemple extrême du nationalisme chauvin, c'est Hitler. Le nationalisme égalitaire proclame la stricte égalité de toutes les nations de la planète, des plus petites aux plus grandes, des moins évoluées aux plus évoluées. La figure la plus impressionnante du nationalisme égalitaire est le révolutionnaire italien du XIX<sup>e</sup> siècle, Giuseppe Mazzini. C'est en pensant à ces deux nationalismes que John Bowle oppose ce qu'il appelle « le nationalisme à la Mazzini » et au « nationalisme à la Treitschke <sup>42</sup> ».

Entre l'affirmation d'un principe et son application effective, il s'écoule toujours un temps, plus ou moins long, un délai nécessaire pour faire « coller » la réalité au principe. La Révolution française de 1789 a proclamé la liberté et l'égalité, non seulement des individus, mais aussi des nations. Seulement, en 1789, les individus et les nations, dans la réalité, n'étaient ni libres, ni égaux et ce n'étaient pas de belles déclarations de principes, même suivies de mesures concrètes, qui pouvaient comme par enchantement, résoudre un si gros problème.

D'autre part, quand des principes aussi généraux sont proclamés pour la

<sup>40</sup> J.-B. DUROSELLE, *L'idée d'Europe dans l'Histoire*, op. cit., p. 265.

<sup>41</sup> J.-B. DUROSELLE, *De Wilson à Roosevelt. Politique extérieure des États-Unis, 1913-1945*, Paris, A. Colin, 1960, p. 129.

<sup>42</sup> JOHN BOWLE, *World Order or Catastrophe?* London, Ampersand, 1963, pp. 43-141.

première fois par des États, leur pleine signification est encore bien loin d'être comprise. C'est pourquoi la déviation de ces principes n'est pas seulement volontaire. Elle est aussi involontaire.

La *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789 proclame le plus sincèrement du monde que les hommes sont libres et égaux en droit. Le résultat fut un XIX<sup>e</sup> siècle d'exploitation effrénée de l'homme par l'homme et d'inégalité sociale révoltante. Cette même *Déclaration* proclame que la nation est source unique de la souveraineté. Sur le plan international, l'Assemblée nationale française décrète, en 1790, sous forme de 4<sup>e</sup> article constitutionnel, « que la nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes, et qu'elle n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple <sup>43</sup> ». Mais les Français aimaient tellement la liberté qu'ils ne purent s'empêcher d'imposer cette liberté, par la guerre, aux autres peuples. Napoléon continua dans la voie tracée par les conquérants de la Révolution française.

Mazzini est dans la grande lignée de ceux qui, depuis Rousseau jusqu'à Teilhard de Chardin et Mgr Camara de nos jours, croient dans la bonté fondamentale de l'homme, de ceux qui pensent que l'on ne peut pleinement se réaliser que dans l'autre. Il était donc incapable de cette crispation haineuse à l'encontre des autres nations, qui caractérise le nationalisme chauvin. Profondément chrétien, il n'était pas de ces chrétiens-là qui — bien que de moins en moins nombreux aujourd'hui — continuent à enseigner le mépris de l'autre et la satisfaction chauvine de soi, comme par exemple, dans ce livre d'enseignement pour enfants franco-québécois, vendu encore en 1971 dans les librairies du Québec, et qui apprend que les « Canadiens sont robustes : leur cou est replet, leur regard assuré, leur poitrine large, Les Indiens passent leur vie dans l'oisiveté <sup>44</sup> ».

En 1834, Mazzini attaqua l'idée de peuple élu et la duplicité des nations expansionnistes, nationalistes pour elles-mêmes, internationalistes pour les autres : « Tous ces prétendus cosmopolites — écrivait-il — qui nient la mission des races [ c'est-à-dire des nations ] et considèrent avec dédain la notion et l'amour de la nation . . . ne détruisent pas les nationalités, ils les confisquent au bénéfice d'une seule. Un peuple élu, un peuple-Napoléon est le dernier mot de leur système <sup>45</sup> ».

Un an plus tôt, il avait défini le sens de son combat qui était d'arriver à la république universelle, au moyen du nationalisme égalitaire, dans les statuts de la *Jeune Italie* qu'il avait fondée, en exil, à Marseille : « La *Jeune Italie* reconnaît . . . l'association universelle des peuples comme la fin dernière . . . Il faut qu'ils marchent sur une base d'égalité . . . Tout peuple doit, en conséquence, se constituer en nation [ c'est-à-dire en État-nation ] avant de s'occuper de l'humanité <sup>46</sup> ».

Mazzini avait fait de la réalisation de cet idéal (la constitution d'États-nations égaux) son apostolat. Comme pour tout héros qui a conscience de l'importance

<sup>43</sup> Décret du 22 mai 1790, cité dans Marcel MERLE, éditeur, *Pacifisme et internationalisme, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, A. Colin, 1966, p. 154.

<sup>44</sup> *Cinquante devoirs sur la syntaxe. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> années*, Montréal, Lidec (Inc.), s.d., p. 37.

<sup>45</sup> Article paru dans *Jeune Suisse*, le 30 mars 1834, cité dans Marcel MERLE, éditeur, *Pacifisme et internationalisme, op. cit.*, p. 198.

<sup>46</sup> Statuts de la *Jeune Italie*, 1833, cités dans Marcel MERLE, *op. cit.*, p. 197.

de sa présence sur terre, il parlait de mission sacrée et comme son amour pour toutes les nations passait forcément au travers de la sienne, l'Italie devenait son double, il *était* l'Italie et, par conséquent, c'est l'Italie qui avait la mission sacrée de réaliser le nationalisme égalitaire dans le monde. D'où cet acte de foi envers son pays : « à ce peuple, et à lui seul, Dieu a jusqu'à présent accordé le privilège, à chaque période de son existence, de transformer l'Europe »<sup>47</sup>.

On reconnaît dans cette évolution de la pensée de Mazzini, un processus qui dénature les intentions premières, aussi bien des individus exceptionnels qui luttent pour les autres que des grands mouvements idéologiques égalitaires : le succès amène le culte oppressif de la personnalité et la domination d'une nation sur d'autres. Ainsi, la France de 1789 devient la patrie de la liberté et débouche sur Napoléon, la Russie de 1917 devient la patrie du socialisme et débouche sur Staline. Or la qualité messianique, le dévouement absolu aux autres, impliquent que le messie n'a que des devoirs et aucun droit. Mazzini, en parlant de la grande mission de son pays — lui qui avait condamné l'idée de peuple élu en 1834 — ne pensait absolument pas que cette mission conférait des droits à l'Italie, mais uniquement le devoir de réaliser la fraternité de nations égales.

Ce n'est pas ainsi que l'ont compris ses continuateurs. Les bourgeoisies occidentales, chacune en s'industrialisant à la suite de la bourgeoisie anglaise, s'étaient prodigieusement enrichies. En 1860, du point de vue de la production industrielle, la Grande-Bretagne venait en tête, la France était seconde, les États-Unis troisième et l'Allemagne quatrième. En 1900, les États-Unis étaient en tête, *l'Allemagne dépassait l'Angleterre*, qui ne venait que troisième, et la France passait au quatrième rang. Surtout l'industrialisation poussée de l'Allemagne mettait l'Angleterre en face d'une formidable concurrence. Le résultat fut que les bourgeoisies nationales abandonnèrent, à partir de 1870, le libre-échange, pour une concurrence acharnée, à l'abri de barrières protectionnistes, en Europe et dans le partage colonial du monde. Ils utilisèrent l'idéologie nationaliste à leurs fins et la maladie du nationalisme, qu'on appelle le chauvinisme, fit de 1870 à 1945, des ravages sans précédent. Chaque pays soutenait qu'il avait, lui seul, la mission sacrée de régénérer le monde et, au lieu de considérer qu'une telle mission ne lui conférait que des devoirs, il pensa au contraire qu'elle était source d'un droit de domination.

En 1789, l'écrivain allemand Schiller, déclarait que la France révolutionnaire était la vraie patrie de tous les hommes cultivés. En 1792, Paris le récompensait en le déclarant, avec d'autres intellectuels étrangers, citoyen français. Mais, dès 1794, son compatriote Herder qui avait partagé son enthousiasme pour la révolution de 1789, affirmait qu'il ne pouvait admettre de voir la France se présenter comme le peuple élu. Depuis, les peuples élus se multiplièrent. Toutes les nations revendiquèrent ce titre, au point de faire éclater au grand jour, la bouffonnerie et l'absurdité d'une telle prétention. Même un livre de propagande croate, publié aux États-Unis, en 1954, parlait de la « mission universelle de la nation croate »<sup>48</sup>.

Les crimes du nationalisme chauvin déconsidérèrent à ce point le nationalisme

<sup>47</sup> Hans KOHN, *Nationalism: its Meaning and History*, op. cit., p. 118.

<sup>48</sup> Basil and Steven PANDZIĆ, *A Review of Croatian History*, Chicago, « Croatia » Cultural Publishing Center, 1954, p. 75.

en général, que ce mot prit un sens nettement péjoratif. Voici la définition qu'en donnent les marxistes soviétiques : « Nationalisme : idéologie et politique de la bourgeoisie, visant à exciter les haines nationales entre les travailleurs, à renforcer la domination d'une nation sur une autre <sup>49</sup> ». Des nationalistes notoires, surtout en France où ce terme a très mauvaise presse, refusent absolument d'être appelés nationalistes et préfèrent le mot patriotisme qui signifie simplement amour de son pays. Le général de Gaulle parlait d'indépendance nationale, non de nationalisme. En 1959, son premier ministre, Michel Debré, moins d'un an après le 13 Mai, déclarait devant l'Assemblée nationale française : « Du peuple français a surgi, comme aux plus belles époques, un profond élan. Oh ! il ne s'agit point d'un accès de nationalisme, c'est-à-dire de ce sentiment excessif qui se manifeste par une volonté de supériorité ou de mépris à l'égard des peuples étrangers <sup>50</sup> ».

C'est cette assimilation du nationalisme au seul nationalisme chauvin, qui fait la faiblesse d'un ouvrage français, par ailleurs remarquable. Pierre Renouvin n'y traite, en effet, dans un chapitre intitulé, « les nationalismes », que de « cette exaltation du sentiment national à laquelle s'est appliqué, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la langue française, le terme de nationalisme <sup>51</sup> ».

Le nationalisme proprement dit est celui qui reconnaît l'égalité des nations, proclamée par la Révolution française de 1789, c'est le nationalisme égalitaire. Voilà le principe premier. Seulement ce principe, dans le cours de sa réalisation, comme il arrive avec tous les grands principes, a été momentanément corrompu par le chauvinisme, exagération du nationalisme.

Pourtant l'agression napoléonienne, fondée sur le nationalisme chauvin, provoqua en réaction, chez les peuples d'Europe victimes de l'agression, une flambée de nationalisme égalitaire. La Première Guerre mondiale, déclenchée de part et d'autre dans une atmosphère chauvine écœurante, provoqua en réaction, une nouvelle flambée de nationalisme égalitaire, qui se traduisit notamment par les proclamations de Lénine, en 1917, et du président Wilson en 1918, en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Un des résultats de ce phénomène fut la création de la Société des Nations qui était fondée sur le principe de l'égalité des nations.

Il était donc normal que la Deuxième Guerre mondiale, déclenchée par le nationalisme chauvin le plus outré qu'on ait jamais vu, ait provoqué, pour la troisième fois, une flambée de nationalisme égalitaire chez tous les peuples conquis, et d'une force sans précédent. L'un des résultats fut que, pour la première fois dans l'histoire, il était écrit, noir sur blanc, dans un texte public de première importance, concernant les États, c'est-à-dire dans le préambule de la Charte des Nations Unies, qu'il fallait respecter « l'égalité de droits des hommes et des fem-

<sup>49</sup> M. ROSENTHAL et P. IOUDINE, éditeurs, *Petit dictionnaire philosophique*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1955, p. 419.

<sup>50</sup> Dimitri KITSIKIS, « L'attitude des États-Unis à l'égard de la France, de 1958 à 1960 », *op. cit.*, p. 701.

<sup>51</sup> Pierre RENOUVIN, J.-B. DUROSELLE, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, A. Colin, 1964, p. 210.

mes, ainsi que des nations, grandes et petites <sup>52</sup> ». En effet, depuis 1789, les autres grands textes employaient des formules, concernant la souveraineté de la nation, ou du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, beaucoup moins claires, beaucoup moins directes.

Donc, plus le nationalisme chauvin s'aggravait et plus le nationalisme égalitaire se fortifiait, par réaction. L'exemple le plus frappant est de constater que la menace, puis l'agression hitlériennes, ont provoqué le réveil du nationalisme russe, dès 1934 <sup>53</sup>. Ce réveil est d'autant plus significatif que le nationalisme avait été utilisé et encouragé, entre les deux guerres, par tous les pays d'Europe, comme une barrière contre le communisme. La guerre contre l'invasion hitlérienne fut officiellement appelée « grande guerre nationale <sup>53a</sup> » et comparée à la première « guerre nationale » de la Russie, celle de 1812, contre l'invasion napoléonienne. L'*Internationale* cessa d'être l'hymne officiel de l'URSS pour être remplacée par un hymne national.

Depuis 1945, la décolonisation, d'une part, et le développement du nationalisme (mué à nouveau en chauvinisme) de l'Union soviétique et des États-Unis, d'autre part, ont donné au nationalisme égalitaire une force telle, qu'il est généralement reconnu aujourd'hui comme l'idéologie dominante de la planète. Dès après la Seconde Guerre mondiale, ce nationalisme égalitaire a pris la forme de ce qu'on a appelé le neutralisme dont, avant la lettre, le promoteur avait été entre les deux guerres, le président de la Turquie, Kemal Atatürk <sup>54</sup>. À la suite de Nehru, de Tito, de Nasser, la Roumanie, l'Albanie, la France et bien d'autres pays se voulant ou non neutralistes (le neutralisme semblant aujourd'hui une formule vieillie), n'ont cessé de répéter qu'il faut respecter l'égalité complète des nations, petites et grandes. Leurs dirigeants parlent moins du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, puisque, sur toute la surface de la planète, presque toutes les nations ont obtenu leur indépendance politique. Ils parlent d'égalité des nations, dans le sens d'égalité de pouvoir et non plus seulement d'égalité de droits.

Voici ce qu'entre les deux guerres déjà, en 1924, disait à ce sujet, Staline : « Autrefois, la question des nations opprimées était considérée ordinairement comme une question purement juridique. Proclamation solennelle de l'« égalité nationale », déclarations sans nombre sur l'« égalité des nations », voilà à quoi s'exerçaient les partis de la II<sup>e</sup> Internationale . . . Maintenant, ce point de vue juridique bourgeois, dans la question nationale, doit être considéré comme démasqué . . . déclarations vides et hypocrites. C'est ainsi que la question des nations opprimées est devenue la question de l'appui, de l'aide effective et constante à prêter aux

<sup>52</sup> *Charte des Nations Unies et Statut de la Cour internationale de Justice*, New York, ONU, 1958, p. 1.

<sup>53</sup> Hans KOHN, *Le panslavisme. Son histoire et son idéologie*, Paris, Payot, 1963, p. 222. L'indignation de Kohn contre la personnalité criminelle de Staline, l'entraîne à parler (p. 224) du « chauvinisme forcené » du dictateur russe, dès cette époque, alors que le chauvinisme soviétique ne s'est développé qu'après la Seconde Guerre mondiale.

<sup>53a</sup> L'adjectif russe *otécestvennyj* est traduit tantôt par « national » et tantôt par « patriotique ».

<sup>54</sup> Sur le problème du neutralisme dans les Balkans, entre les deux guerres, voir Dimitri KITSIKIS, « La Grèce entre l'Angleterre et l'Allemagne de 1936 à 1941 », *Revue historique* (Paris), juillet-septembre 1967, pp. 85-116.

nations opprimées, dans leur lutte contre l'impérialisme, pour l'égalité effective des nations, pour leur existence comme État indépendant <sup>55</sup> ».

## IX - ÉGALITÉ DES NATIONS PAR L'ÉQUILIBRE DE POUVOIR

Raymond Aron dans son livre, *Paix et guerre entre les nations* <sup>56</sup>, profite du fait que la langue française possède deux mots, puissance et pouvoir, correspondant au seul *power* anglais, ainsi qu'au seul *Macht* allemand, pour soutenir un point de vue personnel qui n'est pas partagé par tous les spécialistes : il veut, par ce moyen, y introduire l'idée de moralité. Ainsi la lutte pour le pouvoir à l'intérieur d'un État, serait plus légitime que la lutte pour le pouvoir entre États, sur la scène internationale. Le *pouvoir* serait en fait, d'après lui, le pouvoir légal, limité par des coutumes et des lois, et par conséquent un terme réservé à la seule politique intérieure, qui serait aussi (bien que pas uniquement), « recherche de l'ordre équitable <sup>57</sup> ». La *puissance* serait le pouvoir arbitraire, non limité par des lois, terme réservé exclusivement à la politique internationale.

Or il suffit de mentionner que Hans Morgenthau, par exemple, écrit : « La politique intérieure et la politique internationale ne sont que deux manifestations d'un même phénomène : la lutte pour le pouvoir <sup>58</sup> ». Dans ces conditions, adopter la terminologie de Raymond Aron serait, en fait, adopter son point de vue personnel. Il est donc préférable de s'en tenir au terme général de pouvoir, pour traduire *power* et de considérer le mot puissance comme son synonyme, d'autant plus que, pour les dictionnaires de la langue française, les deux notions quantitatives, avoir du pouvoir et avoir de la puissance, sont effectivement synonymes. Nous traduirons donc *balance of power*, par équilibre de pouvoir (et non *du* pouvoir) et nous négligerons les considérations d'Aron qui lui font préférer l'expression « équilibre des forces » <sup>59</sup>.

La politique internationale est une lutte pour le pouvoir. Cette lutte est une constante de toutes les manifestations de l'homme en société et établit une hiérarchie des hommes et des groupes d'hommes entre eux, dans un ordre politique, social ou international. Ceux qui sont au bas de l'échelle hiérarchique aspirent, par la révolte, à plus de pouvoir et demandent l'égalité de pouvoir.

Le pouvoir étant compris comme s'exerçant forcément sur autrui, égalité et pouvoir peuvent sembler contradictoires. En effet, Karl Marx disait que « le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'op-

<sup>55</sup> Joseph STALINE, *Les questions du léninisme*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1951, pp. 73-74. (Première partie : « Des principes du léninisme. Conférences faites à l'Université Sverdlov. VI-La question nationale »).

<sup>56</sup> Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 3<sup>e</sup> édition, 1962, 794p.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 61.

<sup>58</sup> Hans J. MORGENTHAU, *Politics among Nations. The Struggle for Power and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 4<sup>th</sup> edition, 1967, p. 36.

<sup>59</sup> Raymond ARON, *op. cit.*, p. 133.

pression des autres <sup>60</sup> ». En conséquence, il recommandait à la classe ouvrière non de demander l'égalité de pouvoir, mais de s'emparer du pouvoir pour opprimer et liquider la bourgeoisie. Engels écrivait : « Tant que le prolétariat a besoin de l'État [ en tant que pouvoir ], ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires ; et le jour où l'on pourra parler de liberté, il n'y aura pas d'État <sup>61</sup> ».

Malgré le sophisme de Marx (d'après lequel le prolétariat, en prenant le pouvoir et en effaçant les conditions de l'antagonisme des classes, par la destruction de l'ancien régime de production, supprime les classes et donc le pouvoir, par dépérissement de l'État), tous les mouvements de libération de l'homme dans le monde, luttent pour l'égalité de pouvoir par la destruction des hiérarchies, dans le sens d'un partage égal du pouvoir de décision.

Dans un Parlement, l'égalité du pouvoir de décision de tous les députés, ne détruit pas le pouvoir. Les mouvements révolutionnaires soutiennent qu'ils utilisent la violence, la dictature, comme moyen temporaire pour établir l'égalité de pouvoir, c'est-à-dire l'égalité du pouvoir de décision entre tous les hommes. C'est le sens qui est donné à la lutte universelle contre toutes les hiérarchies : contre la hiérarchie des races, des groupes sociaux, des sexes, des âges, contre celle à l'intérieur des professions, enfin contre la hiérarchie des nations.

Ainsi nous pouvons dire que si les grandes puissances luttent pour le pouvoir tout court, aux dépens des autres, les petites puissances luttent pour l'égalité de pouvoir. C'est ainsi que nous comprenons pourquoi, lorsqu'une nation proclame un nationalisme égalitaire farouche tant qu'elle est faible, dès qu'elle devient puissante, glisse invariablement sur la pente du nationalisme chauvin. En effet, toute lutte pour l'égalité, contre la hiérarchie, risque d'amener à un renversement dans l'ordre hiérarchique et ainsi, au lieu de l'égalité proclamée, c'est une nouvelle inégalité qui s'installe, l'esclave devenant maître et le maître esclave. Par exemple, il n'est pas douteux qu'un des champions, actuellement, du nationalisme égalitaire, la Chine, qui se déchaîne contre le « chauvinisme de grande puissance » de l'URSS, deviendra à son tour, immanquablement, une menace pour les petites nations, dès qu'elle aura accédé à la puissance.

Autrement dit, le problème du pouvoir est un problème de pression et de contre-pression. C'est un problème d'équilibre. Si les États-Unis débordent sur l'Europe, cela est dû à une différence de pression entre les deux rives de l'Atlantique. On peut être poussé à l'impérialisme par le jeu objectif des forces contraires, même si au départ on n'entendait pas être impérialiste. Pour résoudre la contradiction entre pouvoir et égalité, par la synthèse d'égalité de pouvoir, les bons sentiments sont insuffisants : il faut établir l'équilibre de pouvoir entre toutes les nations du globe.

Le précédent existe : c'est celui de l'équilibre européen. Ce système, qui a duré quatre siècles, du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, était la règle d'un jeu qui consistait à équilibrer en Europe la puissance respective des grands États, à assurer une

<sup>60</sup> Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions sociales, 1947, p. 27.

<sup>61</sup> Lettre d'Engels à Bebel ; cité dans V. I. LÉNINE, *L'État et la révolution*, Paris, Éditions sociales, 1947, p. 81.

égalité relative entre grandes puissances, afin qu'aucune d'entre elles ne pût s'emparer de la totalité du gâteau européen. Il ne s'agissait absolument pas d'un jeu pacifique et la guerre contre le plus puissant permettait constamment de rétablir l'équilibre. Le concert européen, entre 1815 et 1914, n'était qu'un contrôle plus ou moins suivi, de la bonne marche de ce mécanisme d'équilibre.

L'équilibre européen a été condamné en 1919 par le président pacifiste Wilson, comme source de guerre, de même que Jean Jaurès disait que le capitalisme portait la guerre comme la nuée l'orage et pourtant, nous savons aujourd'hui que le socialisme n'a pas résolu le problème de la guerre. Mais Wilson a aussi condamné l'équilibre européen pour une raison bien plus valable : parce qu'il était un jeu entre grandes puissances qui se jouait sur le dos des petites et des nations sujettes. Il était évident qu'il fallait détruire ce système, pour permettre la réalisation du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il faut néanmoins constater que le système d'équilibre, en rendant impossible la constitution d'un empire européen, comme celui de Napoléon, a facilité la formation des États nationaux.

Après la Seconde Guerre mondiale, il s'est agi d'établir un équilibre mondial, non plus en faveur des grandes mais des petites puissances. Afin de permettre la réalisation de l'égalité de pouvoir entre toutes les nations, le droit à la guerre de libération des peuples opprimés, devait être reconnu, et des alliances des petites nations contre les grandes puissances expansionnistes devaient être encouragées. Il fallait, à tout prix, empêcher l'alliance entre les deux superpuissances, qui leur permettrait d'imposer leur volonté à toutes les autres nations. La multiplication des moyennes puissances, qui maintiendraient la diversité, était souhaitée. Richard Nixon avait écrit : « Deux superpuissances, l'Amérique et la Russie . . . prirent en charge le *leadership* mondial . . . L'enjeu, pour parler franchement, est le suivant : laquelle des deux puissances écrira les prochains et nombreux chapitres de l'histoire humaine ?<sup>62</sup> » Eh bien, il s'agissait justement que ce ne fût aucune des deux.

Cet équilibre de pouvoir en vue de réaliser progressivement l'égalité des nations, a été tenté après la Seconde Guerre mondiale par le neutralisme et ses différents mouvements, effort jalonné jusqu'à ce jour d'un grand nombre de conférences et de la création de beaucoup d'organisations. Certes, après chaque étape, on s'est empressé d'en relever les difficultés inévitables et d'annoncer l'échec définitif de l'entreprise.

En fait, le neutralisme n'était qu'une doctrine diplomatique, donc un moyen, au service de l'idéologie du nationalisme égalitaire. Son succès même le sclérosa, en le transformant lui-même en but, en une idéologie dogmatique. Son efficacité disparut. Sa recette ne satisfait plus la multiplicité des expériences d'affirmation nationale, en cours actuellement dans le monde. Depuis 1958, le gaullisme a beaucoup contribué à cette évolution. Les militaires du Pérou qui, grâce à un coup d'État, le 3 octobre 1968, engagèrent leur pays sur la voie du nationalisme égalitaire et attirèrent sur eux les regards favorables de Castro et des Cubains, refusèrent de s'engager dans le neutralisme.

<sup>62</sup> Richard M. Nixon, *Six Crises*, Garden City (N.Y.), Doubleday, 1962, p. 62.

Le général Velasco Alvarado, président de la République du Pérou, déclarait en février 1970 : « Il n'est pas facile de vouloir être indépendant. Nous avons subi et nous continuons à subir des pressions de la part des États-Unis. Non seulement nous dépendons des investissements étrangers, mais nous dépendons aussi des décisions de ceux qui imposent une stratégie mondiale des investissements . . . Nous souhaitons être indépendants. Mais nous refusons de jouer le jeu du neutralisme. C'est une voie étroite <sup>63</sup> ».

En fait, l'égalité de pouvoir, entre nations grandes et petites, est un processus de très longue haleine, qui est en train de se réaliser sous nos yeux, par le jeu objectif des forces et des contre-forces, grâce au nombre croissant de nations décidées à mener une politique d'indépendance, en essayant d'accéder à la puissance.

## X - DU NATIONALISME ÉGALITAIRE AU GRAND ENSEMBLE ET À LA RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE

La paix à tout prix n'a pas de sens pour celui qui se sent dominé. Elle ne peut lui être prêchée que par son dominateur. Par conséquent, la voie vers l'égalité de pouvoir est forcément jalonnée de conflits. Mais les guerres entre nations voisines, moyennes ou petites, de puissance équivalente, peuvent être évitées, par la constitution de grands ensembles, dans l'intérêt bien compris de ces nations, parce que le grand ensemble leur offrira un accroissement de puissance et donc une meilleure chance d'atteindre à l'égalité de pouvoir sur la scène internationale.

En effet, si l'Albanie par exemple, exige d'avoir sur la planète, une part dans le pouvoir de décision, *effectivement* égale (et non pas seulement sur le plan juridique) à celle des États-Unis, cette dernière nation pourrait répondre qu'il n'est pas juste que deux millions d'habitants aient autant de pouvoir que deux cent millions, même si une coalition des moyennes et des petites nations du monde entier, parvenait par impossible, à lui imposer ce principe. Il n'y a donc qu'une seule solution pour la petite nation : l'association dans un grand ensemble avec des voisins de taille équivalente — confédération, puis fédération.

En passant ainsi de la divergence à la convergence, il faut faire très attention de ne pas sacrifier les nations, en prenant la fédération pour but, alors que celle-ci ne doit être qu'un moyen pour assurer le plein rayonnement du génie particulier de chaque nation qui la compose. Les fédérations actuelles — qu'elles soient un nationales ou multinationales — ne peuvent être prises en exemple, puisqu'elles sont toutes des *entreprises de conservation*. Elles essaient de conserver, sous une forme moderne, des éléments du passé : soit les particularismes d'une même nation, comme la République fédérale allemande, soit de sauver de la désagrégation un ancien empire multinational, comme l'Union soviétique. Aucune n'est une *création*, à partir de nations devenues préalablement adultes et qui avaient, par conséquent connu avant l'union, l'existence séparée d'État-nation. Les fédérations issues des anciens empires coloniaux, ne peuvent évidemment être prises en considération,

<sup>63</sup> *Le Monde* (Paris), 22-23 février 1970, p. 5.

puisque les éléments qui composaient ces fédérations au moment de leur constitution, étaient loin d'avoir atteint la maturité nationale, sous forme d'États-nations. Enfin, les efforts d'unification arabe tentent, tout naturellement, d'unir politiquement une seule nation, les États arabes actuels n'incluant que des portions d'une même nation.

La Communauté économique européenne est la première tentative dans le monde qui pourrait déboucher sur une création d'un grand ensemble politique, confédéral puis fédéral, à partir d'États-nations, et c'est pourquoi cette expérience unique est d'une très grande importance. Mais justement, dès à présent, elle nous enseigne que, pour tenter pareille union, il faut que les candidats soient des États-nations, de niveau politique, économique et culturel et de structure sociale très proches, pratiquement équivalents.

Les nationalistes comme les internationalistes, peuvent vouloir utiliser comme moyen pour arriver à leurs fins, le fédéralisme qui, de même que le neutralisme, est plus une doctrine qu'une idéologie. Les fédéralistes internationalistes sont partisans de la supranationalité, à appliquer dès le départ. Ils demandent le maintien des fédérations actuelles et la constitution de nouvelles fédérations, dans le but d'affaiblir les nations. Les fédéralistes internationalistes prétendent qu'ils n'ont pas toujours été contre les nations, mais qu'aujourd'hui la nation — ou du moins l'État-nation — est une structure dépassée. Seulement, avec Voltaire et Diderot, ils disent la même chose depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire depuis le début, depuis l'époque de la constitution des États-nations.

Les fédéralistes nationalistes, se conformant à la réalité historique, considèrent que l'on doit passer par les trois étapes suivantes : a) Constitution d'États-nations entièrement indépendants, afin de sauvegarder la richesse de la civilisation humaine, civilisation qui est faite de diversité. b) Deux ou plusieurs États-nations qui se considèrent proches, se groupent en confédération d'États nationaux égaux, pour augmenter leurs capacités créatrices et empêcher les très grands États de les soumettre. Ce regroupement des États-nations doit se poursuivre avec prudence, afin d'être certain de sauvegarder cette diversité de la civilisation humaine, dont les nations sont les meilleures garantes. c) De la confédération d'États souverains, on passera à la fédération supranationale, puis à la république universelle, mais seulement après s'être assuré d'avoir réalisé l'égalité effective entre les nations, afin que la république universelle soit composée des ingrédients civilisateurs de toutes les nations, sans qu'aucune ne soit oubliée.

L'économiste allemand du XIX<sup>e</sup> siècle, Friedrich List, le promoteur idéologique du *Zollverein*, l'union douanière allemande, prélude à l'union de l'Allemagne, a très bien exprimé ce nationalisme fédéraliste et pourrait être relu utilement par les artisans du nouveau *Zollverein* à l'échelle de l'Europe occidentale, à savoir du Marché commun actuel.

Friedrich List préconise une union économique entre États de niveau équivalent, union qui serait protégée par un tarif extérieur commun, de l'intrusion de la superpuissance industrielle de l'époque qu'était l'Angleterre. Puis l'Angleterre isolée, serait forcée, à son tour, de se joindre à l'union, pour se protéger contre la suprématie américaine.

Voici ce qu'écrivait List en 1841 : « Une république universelle . . . c'est-à-dire une union des nations de la terre . . . ne peut être réalisée que si un grand nombre de nationalités atteint, autant que possible, le même degré de civilisation, d'industrialisation, de culture politique et de pouvoir . . . Le système de protection [protectionnisme], dans la mesure où il est le seul moyen de placer les nations qui sont très en retard du point de vue de la civilisation, sur un pied d'égalité avec la nation prédominante (qui de toute façon, n'a jamais reçu des mains de la nature un droit perpétuel au monopole de l'industrie, mais qui a simplement pris de l'avance dans le temps sur les autres), le système de protection vu sous cet angle, semble être le moyen le plus efficace de faire progresser l'union finale des nations et par conséquent aussi de promouvoir la vraie liberté de commerce [liberté étant incompatible avec inégalité, rapport de dépendance] <sup>64</sup> . . . Dans un avenir pas très lointain, la nécessité naturelle qui force aujourd'hui les Français et les Allemands d'établir une alliance continentale contre la suprématie britannique, forcera les Anglais à établir une coalition européenne contre la suprématie de l'Amérique. Alors la Grande-Bretagne sera obligée de chercher . . . un équivalent de sa suprématie perdue, dans la prise en mains de la direction des Puissances unies d'Europe <sup>65</sup> ».

<sup>64</sup> Il est intéressant de constater que c'est toujours le protectionnisme qui est de nos jours proposé comme solution, par certains défenseurs des nations en voie de développement, comme Arghiri Emmanuel dans son livre déjà cité. Il y préconise, en effet, pour ces pays, si possible la taxe à l'exportation et, en tout cas, l'autarcie relative, par diversification de la production intérieure : « On serait, pensons-nous, mal venu de suggérer aux pays pauvres de sacrifier leur intérêt national pour le bien de l'humanité. On peut, par exemple, trouver absurde que la Pologne néglige la production et l'exportation des cotonnades dans lesquelles elle a une bonne expérience, pour fabriquer une voiture, en dépensant mille heures de travail, alors que la même voiture est produite à Turin avec 500 heures seulement. Mais si l'heure-voiture vaut sur le marché international quatre ou cinq fois l'heure-cotonnades (à cause du fait que la voiture est produite principalement dans les pays à hauts salaires et les cotonnades dans les pays à bas salaires), la Pologne peut très bien trouver son compte dans la production de ses propres voitures, plutôt que dans leur acquisition par l'échange contre ses cotonnades, malgré la différence considérable des productivités. Si l'économie mondiale n'y trouve pas le sien, il nous semble que ce ne soit pas précisément à la Pologne de s'en préoccuper » (Arghiri EMMANUEL, *L'échange inégal*, op. cit., p. 293).

<sup>65</sup> Friedrich LIST, *Le système national d'économie*, cité dans Hans KOHN, *Nationalism : its Meaning and History*, op. cit., pp. 131-135.